

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Les communes doivent actuellement voter leur participation au financement des écoles maternelles privées sous contrat. L'école « de la confiance » c'est au moins 150 millions pour le privé pendant que le public se délite doucement...

Presque chaque vendredi l'armée israélienne lance des bombes sur Gaza. Quelques mort.e.s chaque week-end. On n'oublie pas.

« Je » finance des marchands d'armes. Qui vendent à des bandes et autres « djihadistes » en Afrique de l'Ouest, par exemple. Et « je » participe à la « force » internationale qui les combat. A la demande des États africains. Cherchez les erreurs...

Agenda militant

18 janvier

Au Maltais Rouge

Ordre et désordre des territoires



L'équipe de rédaction de *Cerises* vous souhaite une belle année 2020, rythmée de luttes et de victoires

La retraite à nous de décider !
Je signe, tu signes, nous signons

Retraites et rapport de forces

On dit parfois que le rapport de forces serait en défaveur des forces de progrès. On l'analyse aux résultats des partis politiques ou au nombre de manifestant-e-s. On se fait une raison. Cela compte mais l'analyse est trop limitée. Le rapport de force n'est pas une donnée figée mais une réalité mouvante. Il n'évolue pas seulement de victoires en victoires ; prendre l'initiative de viser des objectifs hors du cadre du capitalisme ou pas, en fait partie intégrante. Est-ce possible ?

Qu'y a-t-il derrière l'intransigeance du pouvoir et son goût pour la répression ? Signe de force ou peur de tout perdre ? En octobre 18, on pouvait lire dans le Nouveau Magazine Littéraire (n°10) : p 29 « L'enrichissement frénétique des plus riches au détriment des salariés creuse un fossé qui pourrait être sa tombe » ; p31 : « La financiarisation est en cause ; c'est elle qui fait voler en éclats le compromis social de l'après-guerre. L'existence du bloc soviétique, apparemment florissant, contribuait à donner du pouvoir aux salariés : Vous n'avez pas envie d'un système de soviets ? Alors faites que l'on se tienne tranquilles, augmentez nos salaires ». p33 : « Un soulèvement est-il possible, qui balayerait ce capitalisme suicidaire ? » (sic). L'Humanité du 30 Aout, rend compte d'une réunion du Medef à Paris-Longchamp. Elle se déroulait sous le signe de l'inquiétude : « nous sommes face à une mise en cause violente du système... l'idée libérale est remise en cause partout ». Que nous manque-t-il alors pour nous sentir plus forts ? A cette réunion, Sarkozy avait la réponse : « en face, aucune force ne propose un système alternatif ». Là est le verrou.

Agir contre la retraite à points n'a pas la même portée si on se limite au refus ou si l'on dit qu'il y a dans les 59 Milliards de dividendes versés aux gros actionnaires de quoi mettre tout le monde au niveau des meilleurs régimes. On n'en est pas là ? Justement, si celles et ceux qui luttent sont porteurs de solutions, ils et elles sont porteurs d'espoir, rassemblent et mettent les forces du capital sur la défensive. La présence dans les esprits d'un objectif fait évoluer le rapport des forces avant même de l'atteindre. Le camp qui définit de quoi on parle prend toujours l'avantage. D'autant qu'on a vu avec les Nuits Debout après la place Tahrir ou l'impact des Gilets Jaunes que ce qui pousse dans un pays résonne et influe sur ce qui se passe dans d'autres. ●

Pierre Zarka



SNCF et RATP : un mois de grève et des acquis



<http://www.formesdeslutt.es.org>

Oui, ce qui a bougé par rapport au projet initial du gouvernement et du patronat, pour quelques catégories de salarié.es, est à mettre à l'actif des grévistes. Mais notre titre est provocateur : en vérité, rien n'est résolu sur le fond, loin de là. Pourtant, des acquis, consolidés avec ce conflit, il y en a, mais ils sont autres. A la RATP notamment, c'est la redécouverte par toute une profession de la lutte reconductible de masse, des assemblées générales, des piquets de grève, de l'unité syndicale, de la solidarité interprofessionnelle locale. Côté SNCF, si la grève sans AG de 2018 a fait reculer l'auto-organisation et la démocratie ouvrière qu'avait relancée durant des dizaines d'années la grève de 1986/87, le mouvement actuel n'en est pas moins exceptionnel ; par sa durée et par ce qu'il révèle d'un corps social encore bien vivant, malgré des dizaines d'années d'attaques frontales contre « la famille cheminote ». Au-delà de la RATP et de la SNCF, la lutte en cours depuis le 5 décembre rappelle, dans la suite des Gilets jaunes, que c'est l'action directe des exploité.es de ce système qui ouvre la perspective d'une rupture avec celui-ci. Ce sont les grévistes qui font la politique depuis le 5 décembre ! Et le meilleur moyen de « les soutenir » est de dépasser cette notion et de prendre part à la grève. Dire cela ne dispense pas d'être lucide quant aux difficultés liées à la faiblesse syndical dans trop d'entreprises.

● JULIEN TROCCAZ, SECRÉTAIRE FÉDÉRAL SUD-RAIL
ALEXIS LOUVET, SOLIDAIRES GROUPE RATP

Forte mobilisation des enseignants

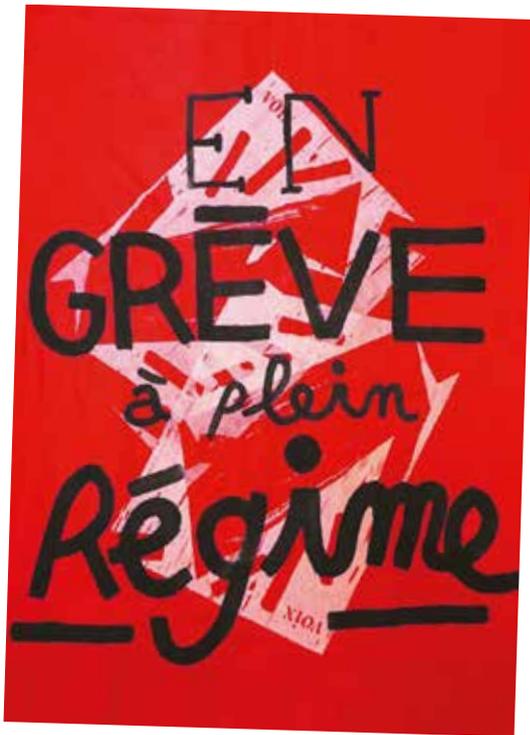
Le 5 décembre la grève a été largement suivie dans l'éducation nationale. Beaucoup d'établissements scolaires (écoles, lycées et collèges) ont voté pour la reconduction de la grève. Le mouvement reprend vigueur en cette rentrée. Le gouvernement ne s'attendait pas à un tel mouvement. Car au-delà de la question des retraites l'ensemble des enseignants ont vu leurs conditions de travail se dégrader, leur statut remis en cause, leur salaire régresser. Ils font partie des enseignants des pays de l'OCDE les moins bien payés. La logique néolibérale a pris les enseignants de front dès les années 90 en réduisant les moyens pour assurer un service public de qualité. Ils seront les grands perdants de cette réforme mais c'est le contenu même de leur métier qui est remis en cause. Cette grève montre la capacité des enseignants à s'inscrire dans des actions interprofessionnelles avec parfois le soutien de la FCPE. Leur conscience s'aiguise et au-delà des retraites, ils commencent à comprendre la logique à l'œuvre. Le ministre voulait créer l'école de la confiance, les enseignants ont bien compris qu'il était temps de relever la tête.

● DANIEL ROME

<http://www.formesdeslutt.es.org>



Sanofi : enjeux de santé publique, retraites, même combat



<http://www.formesdeslutt.es.org>

insupportable qu'il n'y ait aucune transparence dans la fixation des prix des médicaments, aucun contrôle de cette industrie. Nous informons largement les salariés de cette situation inacceptable.

Ces dernières années et derniers mois, les salariés se mobilisent de diverses manières, contre les plans de restructuration en R&D, grève sur plusieurs sites de production où se posent des questions sanitaires et/ou salariales ou de remise en cause du temps de travail, actions avec des associations de malades sur les questions de sécurité des salariés et des populations. A ces mobilisations s'ajoute la lutte contre la réforme des retraites avec des journées de grève multiples ou reconductibles sur plusieurs sites (Sisteron, Mourenx, Aramon, Ambares, Marcy L'Etoile, Vitry, ...).

La bataille est rude mais les enjeux sont majeurs. Si demain nous voulons avoir une entreprise pharmaceutique dans notre pays répondant aux enjeux de santé publique, nous ne pourrions pas faire l'économie d'un débat sur la vision qu'il faut affirmer d'un avenir hors du capitalisme. Rappelons que les fameux BlackRock qui sont dans l'actualité du projet retraite Macron détiennent 5,7 % du capital de Sanofi et sont présents partout dans Big Pharma. Il s'agit bien d'arracher l'industrie pharmaceutique à l'emprise des multinationales et autres fonds de pensions pour rendre le médicament, ce bien commun, disponible pour l'Humanité.

Première entreprise pharmaceutique française une des majors mondiales, Sanofi applique une stratégie focalisée sur la rentabilité financière accompagnée de plans d'économies successifs :

Abandon d'axes thérapeutiques majeurs en termes de santé publique mais moins rémunérateurs, externalisation d'un maximum d'activités de la recherche et développement, pression sur les effectifs et sur les salaires avec disparition des augmentations collectives, remise en cause des organisations du temps de travail dans les usines avec objectif d'augmenter la productivité de plus de 20%, contrôles des processus de fabrication insuffisants.

En terme financier, les résultats sont là. Le nouveau directeur général vient d'annoncer sa volonté de porter la marge brute de 25% à 32% d'ici 2025, un nouveau plan d'économie de 2 milliards d'€, la volonté de se désengager des médicaments sans ordonnance...

Cette stratégie suivie par tous les grands laboratoires conduit à une augmentation vertigineuse du prix des nouveaux médicaments qui de fait, ne pourront pas être administrés sur toute la planète. Même dans les pays dits riches, ces prix ne pourront pas être supportés par les organismes de protection sociale ce qui va induire de plus en plus une santé à deux vitesses.

C'est d'autant plus scandaleux que ces prix ne reflètent pas la réalité du coût de développement et de production de ces traitements. Quand dans le même temps, les 4500 emplois supprimés par Sanofi en 10 ans représentent un manque à gagner annuel de 100 millions d'euros pour l'ensemble des caisses sociales en France (sécu, retraite, chômage), il est

● THIERRY BODIN, COORDINATEUR CGT DE SANOFI



Démocratie VS guerre sociale

Nul ne sait quelle sera l'issue du conflit actuel sur les retraites. Sera-t-il l'occasion de sortir de la spirale infernale de ces 40 dernières années de défaites sociales ? Que s'est-il produit pour que les luttes et les forces syndicales et politiques soient à ce point désarmées ? Comment en sommes-nous arrivés à cette situation dangereuse où les forces d'extrême-droite apparaissent comme la seule issue possible pour nombre de citoyens en France, en Europe et dans le monde ?

Simultanément, de nouvelles formes de contestation et d'action émergent qui poussent les forces néolibérales à agir avec violence. Des digues ont sauté et le processus rampant vers l'autoritarisme menace nos libertés et la possibilité de l'alternative. Que faire dans ce nouvel entre-deux?

Table ronde

Alain Bertho,
Anthropologue



Jean-Marc Cléry,
Syndicaliste



Pierre Dardot,
Philosophe



Sylvie Larue,
Communiste unitaire



Au sortir de la 2nd guerre mondiale le rapport des forces sociales et politiques a permis des avancées sociales importantes : protection sociale, droits nouveaux pour les travailleurs, politique industrielle et une progression du pouvoir d'achat et une amélioration des conditions de vie et de bien-être pour toute la société. Il y avait du grain à moudre comme disait André Bergeron c'est-à-dire un partage des gains de productivité. Depuis les années 40 les néolibéraux n'ont jamais baissé les bras. Les années 80 sont marquées par un retournement de situation. Comment l'expliquez-vous ?

Jean Marc Cléry

L'arrivée de Reagan et Thatcher au début des années 80 est l'aboutissement d'un processus commencé dès les années 70. Les coups d'État en Amérique latine en marquent une première étape avec l'expérimentation de politiques ultra-libérales. Sans surestimer le rôle de laboratoire d'idées qu'ont joué les États-Unis, je me référerai au récent travail de Grégoire Chamayou sur la genèse du « libéralisme autoritaire » et ses sources chez les promoteurs de la « libre entreprise » des années 60-70.

On peut qualifier de réactionnaire ce réarmement idéologique puisqu'il survient en réaction au puissant mouvement de contestation sociale qui secoue alors les États-Unis. En tout cas, contrairement à ce que l'on l'entend souvent, ce n'est pas la « crise du modèle keynésien » à

la fin des années 70 qui a convaincu le « big business » de livrer bataille, mais, au contraire, la crainte de perdre définitivement la partie face à la dynamique sociale, en particulier face à la contestation croissante de la politique des grandes firmes.

Le corpus doctrinal qui naît alors n'est pas que théorique, il est surtout programmatique, son objectif étant de définir des stratégies pour porter un coup d'arrêt à l'intervention publique et enrayer les revendications sociales. Parmi elles, un discours entrepreneurial qui cible la jeune classe moyenne éduquée et diplômée, future clientèle politique des programmes de baisse d'impôts et de privatisations des années 80, mais aussi toute une « micro-politique » visant à contrer les luttes sociales et leurs acteurs, syndicats ou militants écologistes. Sans oublier la stigmatisation de l'État au nom de la « libération des énergies individuelles ». Une telle stratégie a permis à l'ultra-conservatrice Thatcher de se donner une image « transgressive » par sa critique de l'étatisme au nom de « l'économie libre ».

Évidemment cela n'a pas suffi pour que ce rêve formé par le « big business » devienne une réalité planétaire. Comprendre ce renversement nécessiterait aussi de se pencher sur les erreurs et les échecs des forces sociales et politiques censées incarner l'espoir d'une rupture avec l'ordre capitaliste. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer le rôle de la violence sociale et politique déployée



Mai 68 en France

durant toute cette période contre les classes populaires de par le monde.

Sylvie Larue

Il faut effectivement remonter aux deux décennies précédentes pour comprendre le tournant des années 80. A partir de 1960 les entreprises occidentales ont vu la tendance de leurs gains de productivité s'inverser et décroître. C'est le modèle économique des années d'après-guerre qui s'effrite. Pour conserver des marges, il faut produire plus en réduisant les salaires, employer moins de main d'œuvre, et investir de plus en plus dans les machines qu'il faut sans cesse renouveler. L'opposition entre toujours plus de production et toujours moins de pouvoir d'achat au plan mondial pousse en permanence le capitalisme vers la crise. Il y a donc de moins en moins de grain à moudre pour reprendre ici l'expression de Bergeron. Cela conduit les forces du capital à reprendre l'offensive pour ouvrir ensuite une nouvelle phase de mondialisation capitaliste caractérisée par une financiarisation plus grande de l'économie.

Un bloc dominant composé des États-Unis, de l'Europe et du Japon organise un nouvel ordre mondial autour du G7 qui marginalise les Nations Unies et s'appuie sur les institutions internationales économiques, FMI, Banque Mondiale, OMC et militaires OTAN. Ce n'est pas sans lien avec la constitution

en 1973 de la Trilatérale, commission composée d'environ 300 personnalités (PDG des grandes entreprises, hauts fonctionnaires, universitaires, politiques mais aussi syndicalistes réformistes des trois entités, USA, Europe et Japon) qui entendent partager des analyses au niveau mondial pour mieux anticiper les crises mais aussi influencer directement sur les décisions des grandes institutions mondiales. Estimant que les démocraties libérales tendent à devenir ingouvernables, elles proposent de renforcer le principe d'autorité, ainsi que les liens entre les pays capitalistes avancés. Il fallait faire face à la menace qu'avaient représentée les mouvements de 1968 dans quasiment tous les pays industrialisés. Plus discrète que le Forum de Davos, cette commission continue de produire analyse et cohérence entre forces capitalistes à l'échelle mondiale. Les expériences de gouvernement de gauche en Europe ont montré l'impossibilité de mener une politique alternative dans le cadre de ces règles du marché mondial, jusqu'à récemment la Grèce qui en a fait la cruelle expérience.

Pierre Dardot

Ce qui me paraît décisif, c'est la crise des démocraties nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le diagnostic avait été énoncé dès 1975 par le rapport de la Commission Trilatérale: les démocraties sont devenues ingou-

Il fallait faire face à la menace qu'avaient représentée les mouvements de 1968

vernables en raison de la montée de l'égalitarisme et du désir de participation politique des plus pauvres. C'était là renouer avec une critique présente dès le Colloque Walter Lippmann de 1938 : l'emprise de l'opinion publique entrave l'action des experts. L'exemple du Chili, tout en étant unique, est très parlant : on y observe la conjonction d'une politique économique de privatisation tous azimuts et la mise en place d'une Constitution qui consacre le principe de la souveraineté de l'Etat en accordant la prééminence à une Cour constitutionnelle composée de juges et d'experts. Aussi n'est-il pas étonnant que le mouvement actuel au Chili mette au centre l'exigence d'une nouvelle Constitution : le slogan omniprésent « Là où le néolibéralisme est né, là il mourra », exprime la conscience du fait que c'est avec ce blocage politique et institutionnel du « pinochetisme sans Pinochet » qu'il faut rompre à présent. Si le néolibéralisme pousse toujours plus loin l'avantage, c'est parce qu'il a depuis le début le caractère d'une contre-révolution. C'est pourquoi il faut lutter pour une véritable rupture, au lieu de chercher à amender le système.



11 septembre 73, Chili

Alain Bertho

En parler de néo-libéralisme, on ne désigne que les conséquences politiques d'un changement radical de paradigme. Nous avons changé de capitalisme. Le capitalisme industriel du XX^e siècle reposait sur l'exploitation directe du travail usinier et sur la réinjection « fordiste » des revenus issus des gains de productivité qui permettait la circulation des marchandises. Le capital avait doublement besoin des pauvres : comme producteurs et comme consommateurs. Sur cette base, le compromis social du welfare-state a été conquis comme un dispositif gagnant-gagnant.

À partir des années 1980, la part du travail immatériel (ingénierie, créativité, invention de nouvelles valeurs d'usage) dans la production et donc dans le profit, est devenue peu à peu dominante. Le travail usinier devenu secondaire doit « coûter » le moins possible, ce qui explique les délocalisations et la robotisation. Mais d'autre part, le travail immatériel, si rentable et si indispensable,

s'est avéré ingérable et indisciplinable dans le cadre du taylorisme classique. Il a donc été choisi de l'externaliser et de le précariser. Dans les projections patronales, le dispositif idéal devient une usine sans ouvrier avec la robotisation des emplois répétitifs et des services et un travail immatériel externalisés et précarisés. C'est le modèle Amazon.

L'entreprise ne peut plus dans ces conditions être le lieu du partage relatif des gains de productivité, encadré par des lois sociales. Tendanciellement, ce partage n'a plus lieu. Les profits sont concentrés dans les mains des actionnaires et les inégalités explosent.

La gestion de la production de valeur et de l'extraction du profit devient globale et non entrepreneuriale. L'exigence de profit rapide des actionnaires, d'au moins 15%, devient une exigence comptable, abstraite, déliée de toute contrainte gestionnaire concrète. Cette mutation s'est appuyée sur la numérisation générale des échanges et des stockages d'information et sur l'automatisation algorithmique des mécanismes d'exploitation que représente le capitalisme dit de « plateforme » (Uber, Amazon, Airbnb etc). Comme dit Ken Loach « Plus besoin d'un patron pour exploiter les gens, la technologie s'en charge »!

Cette financiarisation du capitalisme est une financiarisation 2.0. Un capi-

tal prédateur et rentier a mis en hypothèque l'avenir de la terre entière. Selon les chiffres du FMI, en 2018, les dettes souveraines auprès des banques représentaient 75 % du PIB mondial, les dettes privées 217. %. Rien n'arrête cette financiarisation de toutes les activités humaines et du vivant en général. Elle inspire l'essentiel des décisions gouvernementales. Ce capitalisme de la catastrophe comme le nomme Naomi Klein dévaste le travail et ravage le vivant humain avec autant d'application qu'il dévaste la planète et ravage le vivant dans son ensemble.

On parle beaucoup -avec raison- des succès de l'extrême-droite mais est-ce le seul symptôme du fait que Les sociétés rampent vers l'autoritarisme ? (France, Liban, Chili, Grèce, Grande Bretagne etc...) quelle analyse portez-vous ? Est-ce un signe d'un rapport de forces désastreux pour les démocrates ?

Sylvie Larue

Quand la violence sociale conduit une génération à considérer qu'elle vivra moins bien que la précédente, il faut s'attendre à des résistances. Pour les forces du capital, mieux vaut avoir un coup d'avance et s'accommoder de l'alternance.

L'autoritarisme c'est le refus de la souveraineté populaire. C'est ne pas tenir compte du NON au TCUE lors du référendum en France en 2005, du NON irlandais au traité de Lisbonne en 2008, ou du NON grec aux politiques d'austérité en 2015. C'est éloigner les citoyens des décisions en organisant une démocratie territoriale de plus en plus com-

Nous avons changé de capitalisme



Grève des mineurs, Grande Bretagne, 1984

plexe et de plus en plus contrainte. C'est aussi briser les contre-pouvoirs dans les entreprises ce qu'a très bien fait la loi travail en supprimant les CHSCT dans un contexte de déploiement des pratiques managériales de contrôle des salariés.

Quand François Sureau rédacteur des statuts d'En Marche, signe un réquisitoire contre les lois liberticides et dénonce « la fin d'un idéal collectif d'une société construite autour des libertés publiques », on peut raisonnablement penser qu'il ne s'agit pas là d'un délire de militant gauchiste de considérer que les dix dernières années ont été marquées en France par l'adoption de plusieurs lois liberticides dont la dernière en date, la loi anticasseur qui vise à contrôler la participation individuelle aux manifestations, et à limiter la liberté de manifester. Que dire encore de la loi visant à réprimer les discours de haine qui associe les acteurs privés à la répression : il s'agit là d'un puissant encouragement à la censure, au détriment du débat politique. Enfin l'arsenal militaire utilisé dans la répression des manifestations fait froid dans le dos.

Le consensus sécuritaire qui s'est construit au lendemain des attentats n'a malheureusement pas ou peu été combattu par les forces de gauche. Que les sociétés rampent vers l'autoritarisme n'est guère rassurant, mais c'est aussi le symptôme de fragilité du système. Que des citoyens se tournent de plus en plus vers l'abstention pour dénoncer l'illégitimité des décisions

prises en leur nom, ou que d'autres ou les mêmes prennent part à des mouvements de contestation de plus en plus radicaux, permet de ne pas désespérer totalement.

Pierre Dardot

Les succès électoraux de l'extrême droite sont incontestablement un signe. Encore faut-il l'interpréter à bon escient. Ils ne sont pas l'expression d'une « fascisation rampante » de nos sociétés, mais ils témoignent indéniablement d'un glissement du néolibéralisme vers des formes d'exercice du pouvoir de plus en plus autoritaires. Ce tournant est destiné à instrumentaliser le mécontentement suscité par les politiques antérieures du néolibéralisme. Mais encore faut-il différencier à l'intérieur de ce « nouveau néolibéralisme ». Ainsi, au Chili, le président Pinera a eu recours à des méthodes musclées héritées du pinochetisme, mais il n'est pas parvenu à endiguer le mouvement initié le 18 octobre qui se poursuit encore aujourd'hui : le rapport de forces n'est pas du tout défavorable, en dépit de la violence de la répression et il y a fort à parier que la protestation se prolongera au-delà de la période des vacances pour reprendre en mars. La même remarque vaut pour l'Algérie, l'Irak ou le Liban : ce qui surprend heureusement, c'est la vitalité de l'aspiration à la démocratie qui porte ces mouvements et qui va jusqu'à réclamer un contrôle

Est autoritaire un pouvoir qui s'affirme comme seule source de la volonté politique

populaire sur le choix des gouvernants et leur action. Bien sûr, le danger d'un détournement populiste ou nationaliste existe, mais ce qui domine pour l'heure c'est cette exigence de contrôle qui est parfaitement saine.

Jean Marc Clery

Est autoritaire un pouvoir qui s'affirme comme seule source de la volonté politique, autrement dit qui impose sa politique contre la volonté et les intérêts de la plus grande partie de la population. Partant de là, la grille d'opposition « libéralisme vs autoritarisme » avec laquelle les media lisent les évolutions politiques actuelles au plan mondial, européen ou français, ne tient pas puisque précisément les libéraux sont aussi des autoritaires qui imposent par la contrainte des politiques dictées par les marchés. Il ne s'agit pas de dire que le « libéralisme autoritaire » se décline partout de la même manière et que rien ne distingue un Macron ou un Renzi d'un Salvini ou d'un Orban. Comme on ne saurait caractériser les dictatures uniquement par les politiques ultra-libérales qu'elles mènent. Seulement les concepts d'illibéralisme ou de populisme qui saturent aujourd'hui le champ médiatique, souvent à seule fin de marquer la frontière entre le « gouvernement des autres » et les nôtres supposément plus fréquentables, sont inopérants pour caractériser le « devenir autoritaire » desdits gouvernements « fréquents ».

Il y a quarante ans, Nicos Poulantzas théorisait le « devenir autoritaire » des États démocratiques qu'il expliquait par les mutations du capitalisme du dernier quart du 20ème siècle. La « start-up nation » néo-libérale d'aujourd'hui qui dissout le social afin d'assujettir les individus au « gouvernement des marchés » diffère de l'étatisme technocratique et interventionniste des années 70 mais dans les deux cas on a affaire au développement d'un exécutif qui se soustrait à tout contrôle. Les institutions démocratiques ne sont certes ni empêchées ni suspendues comme dans une dictature, elles sont neutralisées ou marginalisées.

Poulantzas donnait comme exemple l'écart entre la puissance de feu administrative des cabinets ministériels et les capacités d'intervention des parlementaires. Aujourd'hui les « règles d'or » budgétaires et les « objectifs de dépenses » définis par Bercy bornent la décision des parlementaires et réduisent à la marge la négociation entre les « partenaires sociaux ». L'étatisation de la protection sociale que Macron veut réaliser est caractéristique de ce libéralisme autoritaire qui affaiblit la démocratie sociale en donnant tout pouvoir à l'État pour ouvrir un boulevard aux marchés.

Il y a deux autres traits très inquiétants du moment actuel : l'édification du policier et du militaire en modèle pour la jeunesse d'une part, et d'autre part

l'aversion de plus en plus explicitement exprimée par les élites « libérales » à l'égard de la sanction électorale que le peuple peut leur infliger - une aversion qui s'est encore renforcée en réaction à la revendication montante du RIC et de la révocabilité des élus. Ces deux tendances font craindre que les dominants décident un jour d'aller plus loin sur la pente autoritaire.

Alain Bertho

Dans les pays industriels au XX^e, la démocratie parlementaire a fonctionné comme une mise en débat des conditions du « partage des gains de productivité ». C'est ce qui a assuré sa crédibilité populaire sur la durée, et qui a donné sens aux débats politiques et électoraux, au clivage droite/gauche. Elle a pacifié le conflit de classe, l'a inscrit dans un agenda et une temporalité longue. Tous les gouvernements, quels qu'ils soient, étaient mis en demeure de rendre des comptes à leur peuple au nom du bien commun et assuraient ainsi la légitimité du système. Fin mai 1968, en dissolvant l'Assemblée nationale, Le Général de Gaulle peut mettre fin à la crise et hâter la résolution sociale de la grève la plus importante jamais connue. La crise grecque de 2015, si bien racontée par Costa Gavras, a montré qu'aujourd'hui, les gouvernements ne peuvent plus rendre de comptes à leurs peuples mais d'abord aux marchés financiers et aux banques. La trahison des gauches n'est pas un choix idéologique mais une démission morale au nom du moindre mal. Combien, comme Tsipras, ont pensé qu'il était plus important d'être au pouvoir pour limiter les dégâts qu'auprès des gens qui souffrent et parfois résistent. Mais au bout du compte, comme le dit si bien Vincent Lindon dans Les Echos le 1 décembre : « Les privatisations au profit de quelques-uns, qui ont déjà tout, les privations pour tous les autres, qui n'ont déjà rien. A ce

diptyque se résume l'action des gouvernements qui se sont succédé depuis trois ou quatre décennies, toutes couleurs partisans confondus. Et toute honte bue. » La démocratie parlementaire y a perdu toute sa légitimité. Dans la suite des Gilets jeunes tous les soulèvements de cette année, du Chili à l'Irak, du Liban à l'Algérie, du Soudan à l'Équateur ou la Bolivie ont dénoncé cette corruption morale et matériel des pouvoirs. Certes, le désespoir peut aussi conduire à des votes extrêmes et favoriser toutes les démagogies. C'est la dérive du Blairisme qui a conduit au Brexit, la corruption et les abandons du PT qui ont produit Bolsonaro, le rejet de Clinton qui a produit Trump, le rejet de Macron qui produira peut-être Le Pen. Mais n'oublions surtout pas que la dérive autoritaire des gouvernements, la logique de la violence répressive, les lois liberticides, la persécution de boucs émissaires (immigrés ou islam), n'est pas l'apanage des extrêmes droites. « L'illibéralisme » peut être aussi bien macronien que hongrois, brésilien ou polonais car la violence institutionnelle et la seule réponse des États délégitimés aux peuples en colère.

Sur le plan politique la démocratie est mise à mal. Les citoyens n'auraient plus le choix qu'entre Le Pen et Macron ou Le Pen et Chirac en 2002 ; Comment expliquez-vous le fait que la gauche n'ait pas eu les armes idéologiques pour contrecarrer l'offensive néolibérale alors qu'aujourd'hui des millions de personnes pensent qu'il faut réinventer un nouveau modèle démocratique dans la société, dans les entreprises. Il faut que le peuple prenne le pouvoir ... oui mais comment ? Virer les actionnaires, ? des mandats d'élus révocables ? etc... des RIC ?

Alain Bertho

La crise de la démocratie représentative est un drame qui a rebrutalisé les

Les institutions démocratiques sont neutralisées ou marginalisées

la dérive autoritaire des gouvernements, n'est pas l'apanage des extrêmes droites

rapports sociaux et politiques. Mais on ne fera pas face à ce drame durable par des incantations moralisatrices. La gauche institutionnelle issue du mouvement ouvrier est hélas au cœur de ce cyclone dévastateur. Elle n'a pas prise sur lui. Nous entrons dans une période troublée. Les peuples, considèrent que tous les pouvoirs sont corrompus même s'ils exigent des Etats qu'il soient à la hauteur du bien commun y compris, voire d'abord, écologique.

L'exigence est trop grande et le temps de la planète est compté. Nous ne ferons pas l'économie d'affrontements comme celui que nous connaissons en ce moment, que nous avons connu avec les Gilets jaunes ou qui se sont déroulés cette année dans une vingtaine de pays dans le monde. Ces affrontements ne trouveront pas de voie de pacification rapide et électorale. Ils ne conduiront pas non plus à des révolutions soudaines car nulle part il n'existe aujourd'hui de force politique en capacité de les penser et de les conduire. Tout se passe comme si la seule issue véritable était celle d'une « démocratie insurgée » selon l'expression de Miguel Abensour, c'est-à-dire de la constitution d'une puissance populaire face aux États, forte de son in-



@bricelegall.com

telligence du commun, construite sur les places et les ronds-points, et résiliente face à une répression qui est devenue le seul argument des puissants.

Jean Marc Cléry

La situation actuelle a en effet de quoi susciter l'angoisse, à l'intérieur comme à l'extérieur, au plan climatique, écologique ou géopolitique. En même temps, le retour de la combativité sociale et la prise de conscience par la jeunesse de la globalité des problèmes et surtout de la responsabilité du capitalisme donnent de bonnes raisons d'espérer. Mais encore faut-il que cette conscience qui trouve aujourd'hui des voies originales pour s'exprimer trouve aussi le moyen de produire des alternatives politiques. Il y a urgence, pas seulement parce que les menaces, elles, n'attendent pas, mais aussi parce qu'on sent monter dans la partie peut-être la plus consciente de la jeunesse l'idée de tourner le dos sans plus attendre à ce triste monde capitaliste pour expérimenter localement des micro-sociétés alternatives – ce que Lordon appelle en référence à Rousseau les « rêveries de l'âge des cabanes ». Si ces tentatives sont riches d'expériences et surtout si elles démontrent par les actes qu'on peut rompre avec l'ordre actuel, cela ne fait pas encore une proposition d'alter-

native globale et désirable pour le plus grand nombre. Mais admettons que de ce côté là beaucoup reste à faire.

Sylvie Larue

Depuis Mitterrand, aucune majorité n'a réussi à se faire ré-élire, c'est dire l'insatisfaction qu'elles ont produite à chaque fois, en particulier les gouvernements socialistes et leurs alliés, dont l'action a été sanctionnée deux fois par un second tour droite/extrême droite.

Il faut tirer tous les enseignements de ces expériences, y compris celle de Syriza en Grèce. Reprendre le pouvoir c'est considérer dans un double mouvement que nous sommes, chacun, ne la solution, et qu'il ne s'agit plus de déléguer à d'autres la construction de l'alternative politique et que nous devons inscrire notre action dans une visée post-capitaliste : autogestion des entreprises et des services publics, nationalisation des banques, gestion de la sécurité sociale et de l'assurance chômage par les salariés, co-construction citoyenne des décisions politiques à toutes les échelles y compris mondiale, échanges commerciaux basés sur la coopération et la lutte contre le réchauffement climatique...

Le dire c'est bien, le faire c'est mieux dirait l'autre... Si le mouvement contre la réforme des retraites commençait à débattre d'un autre système universel

dans le prolongement de celui mis en place en 45 et de la nécessité de sortir des logiques de concurrence et de marchandisation à tout va, il se donnerait des atouts pour gagner. Si dans leur grande majorité, les acteurs-rices de ce mouvement cherchent à déléguer à des forces politiques qui au mieux soutiennent le mouvement, au pire se considèrent porte-parole du mouvement dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, et garante de l'intérêt général, on ne s'en sortira pas. Il ne s'agit pas de se déclarer ingouvernables, mais de devenir notre propre gouvernement, et que les forces politiques, syndicales ou associatives susceptibles de participer à ce processus acceptent d'en être sans en revendiquer le leadership.

Pierre Dardot

Le verrouillage opéré par le système néolibéral impose en effet le choix entre « progressistes » et « populistes » comme la seule alternative en matière électorale. En réalité ces deux camps, au-delà de leurs divergences, s'accordent fondamentalement pour maintenir le système néolibéral par des moyens autoritaires. La gauche porte une lourde responsabilité dans cet état de choses car elle a elle-même contribué depuis des années à enfermer les citoyens dans ce piège en donnant de la crédibilité à cette alternative : le PS en se ralliant aux progressistes et l'état-major de la FI en se ralliant au camp populiste. D'une manière générale, c'est le culte de l'Etat dont la gauche ne s'est jamais départie qui fait obstacle à une véritable clarification. Pour ouvrir une alternative digne de ce nom, il faut remettre en cause le sacro-saint principe de la souveraineté de

l'Etat au nom de la démocratie. Par démocratie il faut entendre ici, non pas une référence rhétorique à la « souveraineté du peuple », mais bien des pratiques de contrôle des gouvernants qui relèvent de la souveraineté populaire. A cet égard, il faut distinguer entre « représentants » et « délégués », conformément à une ancienne distinction réactivée par Castoriadis : les représentants, comme leur nom l'indique, prennent la place de ceux qu'ils représentent, ils parlent et agissent à la place des représentés, au bénéfice d'une oligarchie. C'est donc tout le système institutionnel de la dite démocratie représentative qu'il faut contester directement et frontalement, et c'est là le premier point. Mais en France aujourd'hui, cela signifie qu'il faut contester la Constitution de la Ve République en bloc, notamment l'élection du Président au suffrage universel. Il n'y a pas de demi-mesure. De ce point de vue, la proposition du RIC demeure insuffisamment précise, en dépit de son intérêt politique qui consiste à retirer le monopole de l'initiative aux représentants. Car si le référendum est constituant, ce qu'il doit être, il est foncièrement incompatible avec l'esprit et la lettre de la Constitution actuelle. Faute d'une remise en cause de cette dernière, la mise en œuvre du RIC se heurterait aux prérogatives réservées au pouvoir législatif. L'essentiel, c'est que la démocratie soit délibérative et conflictuelle. Car seul le temps donné à la délibération permet la participation du plus grand nombre. Le second point, c'est qu'une véritable alternative doit remettre en cause la concentration du pouvoir dans les entreprises, et pas simplement la concentration du pouvoir dans l'Etat. Sous cet angle, l'exigence de



« virer les actionnaires » participe également de la lutte pour la démocratie : en effet, dans le système actuel, la valeur de l'entreprise est déterminée par les anticipations de dividendes futurs données par le marché, et non par la valeur comptable (ce que l'entreprise possède moins ce qu'elle doit). C'est ce qui explique que l'actionnaire puisse perdre de l'argent alors que l'entreprise en gagne ! En virant les actionnaires, il s'agirait de donner le pouvoir de décision et de contrôle aux usagers et aux salariés. C'est un élément clé de l'alternative à construire, qui ne doit pas dissocier pouvoir politique et pouvoir économique dans la critique du néolibéralisme. ●

**En virant
les actionnaires,
il s'agirait de
donner le pouvoir
de décision
et de contrôle
aux usagers et
aux salariés**

CHILI : Démocratie contre pauvreté



Le peuple chilien pourra-t-il élaborer une nouvelle constitution à partir d'une assemblée constituante ?

Non, si l'on se réfère au document intitulé « accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution » document signé par tous les sénateurs et députés (à l'exception de ceux du parti communiste et de la gauche « radicale ») dans la nuit du vendredi 15 novembre.

Depuis, des municipalités, le plus souvent pauvres et de gauche, ont organisé des consultations populaires (avec une très forte participation) où elles demandaient aux résidents de répondre à un questionnaire élaboré par des assemblées citoyennes.

La consultation posait des questions sur la mise en place d'une assemblée constituante populaire mais aussi sur les réformes vitales à entreprendre : retraites, santé, écoles, universités, socialisation des secteurs financiers, énergies, eau ...

Le droit de vote était ouvert aux jeunes dès 14 ans car ce sont eux qui impulsèrent ce mouvement de contestation en décidant de sauter par-dessus les barrières d'accès au métro lors de l'ultime hausse des tarifs.

Les premières manifestations ont été sévèrement réprimées, notamment par l'armée appelée en renfort par le président Pinera (5ème plus grosse fortune du Chili). Cette répression, condamnée par l'ONU a fait 25 morts et de nombreuses autres victimes (tortures, meurtres déguisés en suicides, emprisonnements, des dizaines d'éborgnés ...).

Aujourd'hui, après le vote par les députés et sénateurs de droite et sociaux libéraux d'une loi liberticide dite anti capuches, les manifestations de chaque fin de semaine sont moins violentes mais les revendications se sont élargies aussi au droit fondamental de manifester.

Comme en France, tout dépendra de l'engagement des classes populaires sur un temps long. La pauvreté longtemps niée par la droite et la gauche réformiste apparaît aujourd'hui au grand jour et la jeunesse dans sa grande majorité n'en veut et n'en peut plus.

C'est l'avenir du pays qui se joue dans la lutte du peuple chilien face à la répression, pour relever ce triple défi, démocratique, social et environnemental.

● GILLES LEROY

Le Liban en révolution



Le Liban est entré en « révolution » depuis le 17 octobre 2019. Un arc social extraordinairement large a pris la rue pour porter de fortes revendications sociales, féministes, écologiques et politiques, contre la corruption généralisée du pouvoir et le système confessionnel qui régit le pays.

Le cœur de la contestation se situe dans la remise en cause du système qui répartit sur des critères d'appartenance confessionnelle les responsabilités politiques régaliennes, les postes dans l'administration et régit le droit des personnes (nationalité, état civil, mariage, héritage).

Hérité de l'empire ottoman et du millet*, le système confessionnel a été consacré sous le mandat français (1926) et a résisté aux guerres et aux occupations. Au contraire de sa fragilité apparente, il s'est révélé d'une solidité exceptionnelle et a conduit le pays à un désastre social, politique, économique, sociétal, écologique et moral. Le Liban est en passe de devenir un enfer terrestre, que les plus chanceux cherchent à fuir à tout prix.

Jamais, cependant, le système confessionnel n'avait été à ce point ébranlé. Avant le mouvement du 17 octobre, personne ne mesurait à quel point la jeunesse libanaise rejetait le confessionnalisme ; peu pensaient voir resurgir aussi brutalement la question sociale et ses revendications sur les services publics, les salaires, l'emploi, la sécurité sociale et les retraites, la question des droits des femmes, exclues de la transmission de la nationalité, empêchées de garder leurs enfants lorsqu'elles divorcent, ou encore les questions environnementales dans un pays archi pollué et dévasté.

« Tous, vraiment tous ! »

Cette révolution-là est déjà faite dans les esprits. Pour la plu-

part des jeunes qui sont le cœur du mouvement en cours : il ne saurait y avoir de retour en arrière.

Toutefois, le pouvoir confessionnel dispose encore de nombreuses forces et il s'accrochera, coûte que coûte. Après quelques jours d'incompréhension puis de sidération, il a tenté de réagir en faisant jouer les vieux ressorts communautaires, en ressassant les accusations complotistes ou en tentant de dresser les citoyens les uns contre les autres. A la revendication sociale, il répond par des considérations géopolitiques, accusant les manifestants d'être des « agents des ambassades ». Le début du mois de décembre connaît un net raidissement du pouvoir et des interventions de plus en plus musclées des milices et des forces de l'ordre.

Mais il est devenu clair que le régime sur lequel repose ce pouvoir est, à un terme plus ou moins proche, condamné.

La contestation rejette, à juste titre, au Liban comme ailleurs, des partis politiques déconsidérés. Elle réclame le départ de « tous, vraiment tous ! ». Elle devra, cependant, trouver les formes d'organisation démocratiques qui lui permettront d'accélérer le mouvement de décomposition d'un système séculaire qui étouffe le pays et qui tourne au profit des intérêts particuliers d'un groupe restreint de leaders confessionnels qui s'opposent entre eux en apparence et que tout unit sur le fond.

● KARL GHAZI

*ensemble institutionnel autonome, déterminé par la religion de ses membres, doté d'un dirigeant agréé par le Sultan, de droits différenciés, de tribunaux autonomes et d'un système fiscal spécifique.

Capitalisme, libéralisme, néolibéralisme, les mots sont importants

Daniel Rome



La table ronde évoque souvent capitalisme, libéralisme, néolibéralisme. Le capitalisme est un système économique et un mode de production qui prend son essor au 16ème siècle avec le développement des échanges économiques et le début de la colonisation par les Espagnols et les Portugais. A la fin du 18ème siècle un économiste écossais

Adam Smith pense que le marché peut se réguler tout seul (la fameuse main invisible) et que l'État ne doit intervenir que pour les fonctions régaliennes (Armée, justice, police). Au cours du 19ème siècle et jusqu'au milieu du 20ème siècle se développe une doctrine économique et politique appelée le libéralisme. Donc toute une bataille politique et idéologique s'installe entre la droite et la gauche sur le rôle de l'État. Dans le même temps Marx et Engels théorisent sur le communisme et le dépérissement de l'État. Mais à gauche on pense que l'État

peut avoir un rôle protecteur avec des grandes nuances notamment au moment de la commune de Paris. Après la grave crise économique de 1929, les grands pays occidentaux sont amenés à repenser le rôle de l'État et à remettre en cause l'idéologie du « laisser-faire ». Les nouveaux rapports de force conduisent sous l'impulsion de Keynes à faire en sorte que l'État se positionne dans un équilibre entre les intérêts du monde du travail et du Capital. C'est « l'État social ». Mais les thuriféraires de l'ordre capitaliste n'ont jamais accepté ces choix. Dès le début des années 40 ils se sont organisés (société du Mont Pèlerin) pour reprendre la main. Le néolibéralisme est une doctrine qui considère que l'État doit être au service exclusif du capital. Dès le début des années 60 les néolibéraux ont tenté de remettre en cause ce qui avait été gagné par le monde du travail (protection sociale, code du travail, droits sociaux etc...). Leur première victoire a été marquée par l'arrivée au pouvoir de Reagan et Thatcher. Les économistes keynésiens puis la social-démocratie leur ont emboîté le pas. En France le dernier acte en date est l'élection d'Emmanuel Macron. ●

Les dangers d'un éco-fascisme

Makan Rafatdjou



Si l'écart entre le degré de nos connaissances des risques écologiques et celui de notre prise de conscience des urgences se réduit, l'écart entre cette conscience et les actions impératives à mener à toutes les échelles ne cesse de s'accroître ! Et plus cette disjonction est grande, plus l'espace potentiel d'une alternative hu-

maine et écologique se réduit entre une eschatologie collapsiste, imaginant plus facilement la fin du monde que la fin du système qui mène à la fin du monde, et la pression écrasante du néolibéralisme impériale. Cette dernière combine les injustices social-écologiques sources de souffrances, les injonctions contradictoires entre responsabilisations individuelles et harassements consuméristes sources de stresses, les inégalités d'agir entre les actions individuelles quotidiennes et l'apathie des États sources de désespérance, les dénis voire la démission mortifère des politiques face aux désastres et écocides (Brésil, USA, Russie, Australie...) sources de haines, le rouleau compresseur du capitalisme vert et du greenwashing

idéologique sources d'aliénations... Face à l'aggravation croissante des catastrophes et de désordres politiques et sociaux incontrôlables, il existe alors un risque réel de l'émergence de pouvoirs forts mettant au mieux entre parenthèse les « tergiversations démocratiques », avec l'assentiment d'une grande partie des populations concernées. Soit dans une version « soft » de techno-étatisme pour un « new deal vert » supposé facteur d'emplois et de croissance (qui a les faveurs d'un J. Riffkin ou d'une N. Klein !). Soit dans une version « hard » éco-fasciste déployant à grande échelle des solutions mortifères d'ingénierie climatique et territoriale, une fuite en avant techno-urbanistiques, l'imposition d'une normalisation draconienne et l'exercice de contrôles drastiques, des pressions fiscales, des répressions sociales et des oppressions politiques extrêmes... Quand on sait un peu sur quels scénarios du pire les secteurs de recherche et de développement des grandes entreprises transnationales travaillent, par exemple sur les possibilités de générer des bénéfices à plus de 5° de réchauffement, ou les milliards investis par les GAFAM & Co dans les vols habités spatiaux vers de potentielles exoplanètes, la possibilité d'une extinction de la démocratie avant une extinction du vivant ne relève plus d'une politique fiction ! ●

Le populisme

Catherine
Destom Bottin



Le populisme de gauche, chemin efficace à neutraliser la brutalisation voire la fascisation de la société ?

Sévère leçon d'Amérique latine, Brésil, Bolivie, Équateur, Nicaragua Argentine Uruguay Venezuela, le populisme de gauche a perdu la course de vitesse avec le populisme de droite. Amère aussi, la leçon électorale infligée aux populismes de gauche européens Podemos ou France Insoumise.

Le populisme se veut une stratégie politique qui entend unifier le peuple dans son opposition collective aux élites. Cette visée interdit de travailler les contradictions qui traversent la société afin de construire les alliances objectives entre les différentes strates. Probablement les danseuses de l'opéra ne se fondront-elles pas dans un « nous » compacte qui froisserait leur tutu. Mais à défendre leurs revendications spécifiques de retraite à 42 ans au nom de leurs trois siècles de culture chorégraphique, elles prennent leur part de construction d'alliance qui renforce l'opposition de tous à la réforme macronienne.

Les partis populistes de gauche se structurent autour d'un leader. Laissant peu ou pas de place aux pratiques démocratiques, l'essentiel étant de gagner l'élection. Ce choix n'est pas anodin quant à la brutalisation de la société. Cette ligne nie l'exigence de liberté, de démocratie, de droit à l'initiative. Une négation qui est aussi le bain idéologique nécessaire au capitalisme néolibéral. Totalement dématérialisé, complètement internationalisé il a cessé de produire pour gagner, il financierise. À la vitesse d'un clic ! Finit le moment fordien qui le contraignait à laisser du grain à moudre, il lui faut alors empêcher, mater les révoltes, inscrire de la peur dans la société.

La crise démocratique inhérente au capitalisme néolibéral, fait contradictoirement entendre la nécessité de penser des modes d'organisation des dominés, syndicats, associations partis politiques ou rassemblement sur les rond points, comme des lieux déjà expérimentateurs de développements démocratiques. A contrario de l'option populiste. ●

La démocratie dans les entreprises ouvre la voie du dépérissement de l'État

Benoît Borriss



La sortie du capitalisme passe par l'éviction des actionnaires de l'entreprise et la gestion de celle-ci par ses travailleurs et usagers. La démocratie dans l'entreprise se définit donc comme une co-délibération de celles et de ceux qui travaillent avec celles et ceux qui utilisent les produits et services.

On pourrait penser qu'il ne s'agit que d'une extension de la démocratie déjà existante dans le cadre de l'État au domaine de l'entreprise. C'est ignorer que l'État est aussi une entreprise délivrant des productions essentiellement non marchandes. Si cette entreprise est non capitaliste, il n'en reste pas moins vrai que ses salariés sont en position subordonnée et, comme dans le secteur privé, expriment régulièrement des revendications. Cette démocratisation des entreprises ne se limitera donc pas au seul secteur privé et touchera le secteur public avec cette même nouvelle définition de la démocratie : une rencontre entre ceux qui produisent et ceux qui utilisent et financent cette production – usagers et citoyens.

Dès lors, l'unicité de l'État disparaît au profit de différentes unités politico-économiques – santé publique, éducation, réseau de transports, justice-police, défense-politique extérieure – que co-dirigeront celles et ceux qui utilisent et financent, et celles et ceux qui y travaillent.

C'est une refonte totale de la vie politique qui se profile. Jusqu'à présent, celle-ci était médiatisée par les partis politiques qui exprimaient des programmes qui portaient sur l'ensemble des champs d'action d'un État aux compétences limitées du fait du pouvoir économique des propriétaires des moyens de production. Désormais, les citoyennes et les citoyens pourront se prononcer directement sur chacun des sujets qui les intéressent. Le dépérissement de l'État ouvre la voie à la démocratie la plus totale. ●



BlackRock très actif

BlackRock n'aurait aucun intérêt dans la mise en place de la réforme des retraites. Pourtant l'institution financière américaine, la plus puissante du monde (6000 milliards de dollars) est à la pointe du combat contre la régulation financière et pour imposer la retraite par capitalisation pour tous. En particulier en France où la gestion des retraites échappe pour l'essentiel aux appétits des groupes financiers dont BlackRock gère les actifs. C'est ainsi qu'en juin 2019, une note à destination du gouvernement français est faite pour lui suggérer la façon dont il convient d'écrire la loi et les règlements pour que « les choses changent et qu'enfin la capitalisation s'installe en France. ». Le premier pas vient d'être franchi victorieusement avec la loi PACTE : « un élément majeur de la réforme de l'épargne retraite en France » proclame le gestionnaire d'actif. Il se félicite que la loi permette à l'épargnant de bénéficier d'un allègement fiscal pour les cotisations versées, de transférer son patrimoine à une entité plus concurrentielle sans frais de transfert après 5 ans. » Cela revient à contourner tout ce qui relève des principes d'égalité et de solidarité : sécurité sociale, fisc et droits de succession. Pour l'étape suivante BlackRock a lui-même rédigé les principales règles que le gouvernement doit

suivre. Il ne faut donc pas s'étonner que le projet de loi, outre qu'il est porteur de dégradation des comptes de la retraite, ouvre la porte à la capitalisation avec l'allègement des cotisations de 28% à 2,8% pour les salaires supérieurs à 120 000 € avec plafonnement à 324 000 €. La nouvelle cotisation, non contributive ne comptera plus pour le calcul des pensions pour les hauts salaires ainsi livrés aux retraites par capitalisation. M. Cirelli, patron de BlackRock France pouvait se réjouir « que l'objectif du gouvernement soit de porter à 300 milliards d'euros l'épargne retraite à la fin du quinquennat. » Avec cette loi l'objectif pourrait être atteint mais la nomination de monsieur Cirelli au comité d'action public 2022 créé par Édouard Philippe indique que BlackRock ne s'intéresse pas qu'aux retraites. Ce que confirme Daniéla Gabor, une professeure de macroéconomie de l'université de Bristol à propos de la commission européenne : « le commissaire britannique voulait que la commission travaille main dans la main avec les financiers et à chaque débat, chaque audition, les gens de BlackRock étaient là. » Ainsi se confirme la consanguinité croissante entre la haute finance et les institutions européennes.

● ALAIN LACOMBE

Retraites à points : Pourquoi on ne parle pas du modèle allemand ?

Le modèle allemand est souvent vanté à l'occasion de nouvelles mesures gouvernementales. Pas cette fois-ci. Comment expliquer une telle discrétion ?

En Allemagne, où la retraite à point existe dans le privé depuis 50 ans, la pauvreté des retraités a explosé. En 2018, selon Eurostat, 19% des Allemands de plus de 65 ans sont au seuil de pauvreté contre 16% en 2009 et 17,4% dans la zone euro. En moyenne le taux des pensions au regard des salaires est de 48% contre 70% en France (complémentaires incluses). Le nombre de surendettés de plus de 70 ans a augmenté de 45% en 2019. Il pourrait atteindre 22% des seniors d'ici 2030. C'est le refrain sur « l'équilibre financier » qui a permis aux gouvernants allemands d'en arriver là.

En France, le seuil de pauvreté des plus de 65 ans est de 9,6%. Pourquoi une telle différence ? En Allemagne, la flexibilité du travail, la précarité (16 millions de temps partiel sur 45 millions d'actifs) pèsent sur les points obtenus. Les réformes s'en prenant au code du travail et les mesures préconisant la retraite à points vont de pair. L'indexation de la valeur d'acquisition du point n'offre aucune garantie. Au moment du départ en retraite le montant de la pension varie au gré de la conjoncture économique et est dépendante des placements faits dans des fonds de pensions eux-mêmes soumis aux aléas de la concurrence et de la Bourse. Quand on connaît le caractère altruiste et désintéressé du monde de la finance, on peut supposer que cette affaire doit être juteuse.

En Suède où ce système existe, 92% des femmes et 72% des hommes ont vu le montant de leurs pensions baisser en chiffre absolu.

Enfin, et ce n'est pas le moins intéressant : suite à un mouvement de grande ampleur la Belgique vient de renoncer à un tel projet.

● JOSIANE ZARKA



formesdesluttes.org



La culture au travail

La culture en entreprise, voilà qui a constitué depuis toujours un tabou, entre un patronat qui - trop obligé à déjà supporter le syndicalisme - n'entends jamais prendre le risque d'un autre commun, et des syndicats qui, bien trop souvent, ont considéré qu'il y avait mieux à faire et plus urgent.

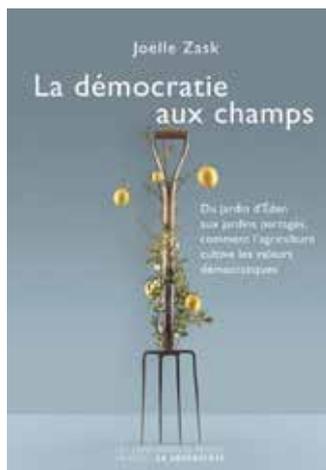
Cette publication des cahiers de l'Atelier est centrée sur les comités d'entreprise, aujourd'hui CSE. Il est vrai que la culture en entreprise a essentiellement été portée par ces structures, même s'il faudrait porter attention à des initiatives interprofessionnelles, locales, qu'on ne saurait sous-estimer.

Cette publication fait largement écho au travail de Jean-Michel Leterrier et de Jean-Pierre Burdin, deux anciens responsables de (feu) la commission culturelle de la confédération CGT. Les contributions, plutôt synthétiques, laissent s'exprimer des acteurs divers et de toutes disciplines.

Un travail conséquent qui nous rappelle tout un pan du mouvement ouvrier. Rappel salutaire, et somme originale et sans doute unique à ce jour.

● **PATRICK VASSALLO**

La culture au travail, Collectif, Cahiers de l'Atelier n°561, 2019, 128 pages, 12 euros



La démocratie aux champs

Pour la doxa progressiste, reprise avec zèle par la tradition marxiste (malgré le premier vers de l'Internationale), la démocratie moderne est urbaine. Opposé au citoyen-citoyen, le paysan serait au mieux arriéré, au pire réactionnaire (et la paysanne inexistante).

Face à cette caricature, surgit un étonnant cortège d'expériences agri culturelles : du jardin d'Éden à la « petite république » que fut la ferme pour Jefferson, des tenures et communaux féodaux au lopin russe, du jardin ouvrier ou thérapeutique aux « guérillas vertes » et jardins partagés, se pourrait-il que les relations des cultivateurs à la terre favorise l'essor des valeurs démocratiques et la citoyenneté ?

Jardiner la terre c'est dialoguer, être attentif, expérimenter, et apprendre des autres, coopérer, partager.

Et si, « En raison des méfaits de l'agriculture « conventionnelle », qui en devenant industrielle, productiviste et intensive a cessé de produire les environnements dont à la fois les humains et la terre dépendent pour leur renouvellement réciproque, les paysans retrouv(ai)ent dans l'urgence leur mission première, celle de faire de la planète une « terre des hommes » et de prendre soin de la terre qui leur est commune » ?

● **FRED BOUVOLLE**

Joëlle ZASK, La démocratie aux champs, La Découverte (2016), 236 p., 18,5 euros



Fabriquer l'égalité

Issu d'une recherche-action portant sur la problématique de l'égalité femmes/Hommes dans les entreprises de l'ESS, ce livre manifeste en aborde 8 aspects : l'écriture inclusive ; le « genre », le pouvoir d'agir de la base, entraide et sororité, les violences, l'intersectionnalité, l'exercice du pouvoir et la part des hommes.

La question du pouvoir d'agir en non-mixité est ici examinée sous un angle dynamique, rappelant l'état de la question chez Lip et insistant sur l'élargissement, l'enrichissement de la lutte que cela constitue.

Combattre les violences, y faire face de la meilleure façon est l'objet d'un chapitre précis, qui sera utile à tous(tes) et que les DRH de l'ESS pourraient fort utilement intégrer aux démarches de bien-être au travail...

Et parce que trop souvent, l'économie alternative, militante, considère qu'elle n'est pas (prioritairement) concernée par ces inégalités et ces violences, ce livre pose clairement la nécessité de sortir de ce tabou et d'intégrer dans les règles de fonctionnement coopératif, non seulement des garde-fous, mais aussi des exigences et des règles qui favorisent le changement des mentalités et des postures quotidiennes.

Voici donc un ouvrage utile, facile à lire. En finir avec le sexisme dans l'économie sociale et solidaire, c'est indispensable pour élargir la crédibilité de l'alternative et construire réellement d'autres rapports au travail, entre personnes et à la société.

● **PATRICK VASSALLO**

Fabriquer l'égalité, ouvrage collectif coordonné par Catherine BODET, éditions l'Atelier/éditions Ouvrières, 107 pages, 10 euros



Gréco

Jusqu'au 10 février se tient au grand palais à Paris une exposition consacrée au Gréco (1541-1614). C'est une première en France. Domenico Theotokopoulos, dit El Greco, apprend la peinture à Venise puis à Rome. Il quitte ensuite l'Italie pour l'Espagne et c'est à Tolède que son art s'épanouit et s'implante durablement à partir des années 1570. Un de ses maîtres a été Le Titien mais aussi Michel-Ange.

La rétrospective est découpée en trois temps : d'abord quand Le Gréco évolue des icônes byzantines vers la peinture de la Renaissance. Dans une deuxième partie c'est l'invention des formes et des compositions qui ont beaucoup inspiré les peintres du 19ème et début du 20ème siècle. Il déconstruit les espaces, travaille sur la profondeur de champ. Son travail est d'interpréter le réel. Dans la dernière partie de l'exposition Le Gréco donne corps à son œuvre et va révéler une remarquable identité artistique. Le Gréco a une place particulière dans l'histoire de la peinture de la Renaissance et sera considéré comme le premier peintre du siècle d'or (1492-1680). C'est un peintre exceptionnel pour son époque avec notamment l'assomption de la Vierge.

Une exposition à voir pour les amateurs de la peinture de la Renaissance !

● DANIEL ROME



Les métropoles barbares

Rédition en poche ne comportant plus son sous-titre éloquent « Démondialiser la ville, désurbaniser la terre », ce livre dense est incontournable par la pertinence de ses constats, et la radicalité féconde de sa critique territoriale et urbaine ouvrant des débats fondamentaux et passionnants dans le champ des alternatives systémiques et civilisationnelles. Il dénonce l'impérialisme mortifère des métropoles, machines territoriales gigantesques, invivables et écologiquement désastreuses qui procèdent de la financiarisation néolibérale et de sa volonté de contrôle biopolitique. Et tente d'en déconstruire les sources dans une mythification historique de la ville pour libérer d'autres désirs, imaginaires et réalités possibles dans une nouvelle territorialité comme l'un de nos fondements anthropologiques. On partage moins sa réduction de la terre à la seule matrice nourricière, oubliant la dimension bâtisseur de l'homo faber irréductible à un hubris à éradiquer, et au cœur d'un codéveloppement humain-artefact-nature ! Mais aussi sa tendance à privilégier la petite échelle, alors même que le combat planétaire pour l'émancipation humaine et l'écologie suppose de toutes les échelles et de leurs interrelations complexes.

● MAKAN RAFADJOU

Les métropoles barbares, Guillaume Faburel, Le Passager Clandestin, 432p. 10 euros



Metromarxism

Voilà une publication salutaire à plusieurs titres. Il nous fait connaître l'un des tenants de la géographie critique anglo-saxonne extrêmement active depuis trente ans, (N. Brenner, S. Elden, M. Purcell, S. Kipfer, E. Kofman, E.W. Soja, I. Katznelson, D. Mitchell...) nourrie d'apports français mais presque pas traduite à l'exception notable de David Harvey ! Outre Marx et Engels eux-mêmes, il met à notre disposition, 17 ans après sa publication, un florilège assez étendu de pensées urbaines ayant porté un intérêt plus ou moins substantiel à l'apport marxien (W. Benjamin, H. Lefebvre, G. Debord, M. Castells, D. Harvey, M. Berman). Le sous-titre du livre « un conte marxiste de la ville » peut surprendre le lecteur français peu familier de la propension des sciences humaines et de la philosophie anglo-saxonne à sacrifier à l'ordre du discours littéraire. Très agréable à lire, il faut parier qu'il incitera à aborder l'œuvre des différents auteurs, découvrir leurs singularités, et les différences qui les unissent et les opposent à l'apport marxien, ainsi que leur propension partagée à se faire les critiques d'une modernité instrumentalisée, cheval de Troie idéologique du capitalisme.

● MAKAN RAFADJOU

Metromarxisme, Andy Merrifield, Editions Entremonde, Mars 2019, 322p. 22 euros

Justice et respect

Le soulèvement des gilets jaunes

Rendre visibles les invisibles

Brice Le Gall, Thibault Cizeau et Lou Traverse, sociologues et photographe pour ce qui concerne Brice dont Cerises a publié plusieurs photos, nous emmènent au cœur du mouvement des Gilets Jaunes dans un bel ouvrage en noir et blanc. Immergés dans le quotidien des acteurs et actrices du mouvement, dans l'Oise et la Picardie, ils nous donnent à voir ce que peu de médias ont su retranscrire et c'est une façon de rendre justice aux Gilets Jaunes, tant les journalistes et éditorialistes des grands médias en ont donné une image peu valorisante.

Les visages et les corps photographiés par Brice sont beaux. Ils expriment la joie de former un collectif, et la détermination à mener un combat juste. Pourtant s'extraire de la vie quotidienne et participer au mouvement n'est pas un long fleuve tranquille comme le montrent les portraits détaillés qui jalonnent le livre. Gaylord 37 ans, vit avec une allocation d'adulte handicapé (450 euros par mois), Sassia 38 ans alterne petits boulots et périodes de chômage, Virginie mère célibataire de 2 enfants est au chômage, Manu artisan, Romain précaire dans un hôpital, Vincent ancien reporter et réalisateur, « tous à un moment de leur existence, ont fait l'expérience de la galère ou du mépris ». Chacun a accepté de livrer aux auteurs, leur parcours de vie et les raisons de leur engagement.

Ce qui a été possible à partir de novembre 2018 et qui ne l'était pas dans le cadre des organisations traditionnelles de l'émancipation sociale, c'est l'auto-organisation de ces femmes et de ces hommes qui ont pris en charge l'aménagement de lieux de vie, l'organisation de manifestations hors des parcours traditionnels, ou de blocages de sites économiques et l'élaboration de revendications (rappelées à la fin du livre) dont le RIC symbole de la volonté de ne pas déléguer les décisions importantes à des représentants politiques. Les photos nous montrent l'importance des cabanes des Gilets Jaunes, lieux où les talents des bricoleurs-ses s'exercent, où les enfants peuvent même avoir des espaces de jeu, où les rencontres se font, parfois aussi les moments festifs, où les actions s'organisent, où la vie collective permet d'envisager de changer le monde. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement a œuvré systématiquement à la destruction de ces lieux de réappropriation de la parole politique.

Il y aussi cette détermination tranquille face à la répression policière, et pourtant quel acharnement du gouvernement ! Mutilations, interdictions de manifester, contrôle arbitraires, arrestations préventives, gardes à vue, condamnations judiciaires...

En faisant cet ouvrage Brice Le Gall, Thibault Cizeau et Lou Traverse rendent un bel hommage à ces femmes et ces hommes entrés en révolte et leur donne la place qui est la leur dans l'histoire du mouvement social et dont on ne mesure pas encore toute la portée. ●

Justice et respect, le soulèvement des gilets jaunes,
Brice Le Gall, Thibault Cizeau et Lou Traverse
Editions Syllepse, Novembre 2019, 224 pages



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>

Sylvie Larue

